

vuol dire scolastico, anzitutto perché le cosiddette grammatiche scolastiche di solito non sono molto pratiche, mentre la grammatica dello Hall certamente lo è, perché obiettivamente descrittiva e metodicamente coerente. La grammatica dello Hall è appunto il libro che si vuole per lo studioso che inizia il suo studio scientifico della lingua italiana, e che ha bisogno di un approccio sistematico ma non troppo unilaterale e dogmatico, e sarà per di più un utile manuale di consultazione anche per studiosi più avanzati. Da questo punto di vista la grammatica dello Hall è la migliore grammatica italiana che esista al momento. Fra parentesi, ci piace anche un certo suo tono secco e alle volte umoristico, come quando divide, ad esempio, i verbi in *forti* e *deboli*, aggiungendo a piè di pagina che si potrebbe altrettanto bene chiamarli *azzurri* e *rossi*. È giustissimo, e un modo molto efficace per dire che la terminologia è arbitraria.

Secondo lo Hall la sua grammatica nuova è un miglioramento della sua prima grammatica uscita più di venti anni fa, e non c'è nessun motivo per contestare tale asserzione, con una riserva però: una cosa era migliore nella grammatica del 48: il titolo! *La struttura dell'italiano* è certamente un titolo più alla moda, ma molto meno preciso e indicativo di quanto sarebbe stato *Grammatica descrittiva della lingua italiana*. Purtroppo, gli errori, di stampa ed altri (?), sono un po' numerosi.

Riconoscendo l'impegno di *usare* questo libro, vogliamo terminare la nostra breve rassegna citando le ultime parole di Luigi Heilmann (Presentazione, p. 9), le quali corrispondono molto bene alla nostra impressione del nuovo libro del noto collega americano: « Esso offre allo studioso quell'analisi esauriente della struttura dell'italiano che, fino ad oggi, mancava e della quale si avvertiva la necessità. Una lettura puntuale di quest'opera e, soprattutto, il ricorso costante e ripetuto ad essa nello svolgimento delle ricerche potranno suscitare critiche e dissensi che tuttavia non varranno a cancellare il debito di riconoscenza che gli italianisti e gli studiosi tutti hanno contratto con l'autore cui fu sprone e sostegno

« ... il lungo studio e 'l grande amore ».

Magnus Ulleland

OSLO

Société française

Mai 68

Quand on veut se faire une idée de la littérature qui a paru sur la crise de mai-juin 1968 en France, on a notamment intérêt à consulter la bibliographie très abondante d'ALAIN SCHNAPP et PIERRE VIDAL-NAQUET dans leur *Journal de la commune étudiante* (Seuil, 1969) et celle de PHILIPPE BÉNÉTON et JEAN TOUCHARD dans leur article sur *Les interprétations de la crise de mai-juin 1968*, dans la *Revue française de science politique*, juin 1970. Il en a paru une troisième, excellente, mais sans aucun commentaire, dans le n° 12 de la revue *Communications*, (1968).

A la Bibliothèque nationale on peut consulter un *Répertoire de numéros spéciaux de périodiques consacrés aux événements de mai 1968*, dressé par FRANÇOISE ROUGIER.

La première constatation qui s'impose, c'est que les événements de Mai ont déclenché une véritable avalanche de paroles, d'écrits, de notes et d'images.

Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet ont effectué un classement des documents écrits selon leur genre et leur tendance, en faisant suivre la plupart des titres d'un bref commentaire.

Du fait que les événements de Mai n'ont pas cessé d'appeler des réflexions et des recherches depuis la parution de cette bibliographie, celle-ci n'est évidemment pas exhaustive.

Bénéton et Touchard comblent un certain nombre de ces lacunes, bien qu'ils ne mentionnent que les textes qui peuvent servir à leur examen des interprétations de la crise.

Leur article se distingue surtout par le fait qu'ils rendent compte des principaux arguments de toute une série d'hommes politiques, de chercheurs, d'intellectuels et de journalistes qui ont avancé des interprétations aussi divergentes qu'il fallait en attendre pour un phénomène aussi complexe que le mouvement de Mai.

Il est néanmoins évident que lorsque des chercheurs ont établi un classement d'ouvrages, non dans le but de faire une bibliographie, mais pour classer des interprétations, ils risquent de laisser de côté des livres valables, mais dont les analyses ne s'attachent qu'à la compréhension de certains secteurs du phénomène en question.

Ce qu'il y a d'encore plus grave, c'est que les chercheurs risquent de fermer les yeux sur des interprétations qui ne correspondent pas à leurs idées préconçues sur ce qu'il faut demander à une interprétation pour la reconnaître comme telle.

Malheureusement, c'est bien là l'inconvénient de l'article de Bénéton et Touchard. Ceux-ci négligent en général toutes les interprétations anarchistes, gauchistes et communistes dissidentes, pourtant assez intéressantes en ce qui concerne un phénomène dont le début au moins a été profondément marqué par ces courants d'idées. Ceci n'empêche pourtant pas que leur compte-rendu critique ne soit valable comme outil de travail.

Ils appartiennent à l'école de chercheurs qui ne pensent pas devoir faire état de leur propre appartenance politique ou religieuse, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'en ont pas, témoin leurs omissions ci-dessus mentionnées. En revanche, leur article présente l'avantage de fonder toute affirmation sur une solide documentation.

A la recherche d'une méthode de classement des documents, je me suis rendu compte qu'aucune d'entre elles n'était satisfaisante. En opérant les choix inévitables, j'ai écarté deux critères de classement, celui par période ou par secteur, par exemple le mouvement étudiant du 2 au 13 mai, ou bien la politique du PCF pendant toute la crise, et celui par type d'interprétation générale, par exemple : il s'est agi d'une lutte de classes traditionnelle, ou bien d'un conflit entre les générations, ou bien de réactions suscitées par un ralentissement de la croissance économique.

Néanmoins, il m'a paru utile de mentionner tout d'abord certaines interprétations qui se distinguent par la pauvreté de leurs conceptions (la théorie du complot) et d'autres qui, par leur prétention de tout expliquer, n'élucident que

peu de chose ou rien (les théories de crise de la civilisation ou de crise spirituelle).

Les *critères de classement* que j'ai fini par retenir sont 1) la tendance idéologique, 2) le genre de recherche. Non que les chercheurs ne soient pas idéologiquement teintés ou que les hommes politiques et les idéologues ne fassent pas dans beaucoup de cas œuvre d'historiens ou de sociologues. Mais j'ai trouvé utile de distinguer entre une catégorie d'ouvrages qui d'abord semblent conçus en fonction de la lutte politique, et une autre dont le but est avant tout de répondre à un certain nombre de questions d'ordre documentaire, historique, sociologique et politique. Le lecteur s'apercevra que certains livres sont en effet inclassables, mais faute de mieux, j'espère lui permettre de s'orienter.

On ne trouvera pas ici de compte-rendu de la totalité des textes concernant mai 68. En revanche, j'ai essayé de mettre en lumière les ouvrages qui sont, à mon avis, les plus représentatifs, parce que les plus riches en observations et en réflexions, des divers courants d'idées qui se sont manifestés au cours des événements, ainsi que les ouvrages d'érudition les plus remarquables par la rigueur de leurs analyses.

Dans la mesure du possible, je relèverai pour chaque ouvrage ses réponses aux questions les plus brûlantes, à savoir les origines de la révolte étudiante, l'importance plus ou moins grande qu'on attribue à la nouvelle classe ouvrière, l'interprétation du rôle du PCF, la définition du phénomène gauchiste, et enfin notamment le sens profond du mouvement de Mai.

Je me suis efforcé de chercher la vérité objective dans la mesure où c'est possible lorsqu'il s'agit de sciences humaines. Mais je craindrais de manquer à cette même objectivité si je ne signalais pas au lecteur que dans l'ensemble, le mouvement de Mai m'a paru apporter l'espoir, provisoirement déçu il est vrai, d'un renouvellement, non plus dans les classes dirigeantes, mais parmi les masses anonymes du salariat.

Avant d'entamer le compte-rendu des ouvrages sérieux, il faut nous pencher sur un certain nombre d'interprétations sommaires, pour pouvoir mieux nous en débarrasser par la suite. Parmi celles-ci se trouvent les diverses *théories d'un complot* tramé contre la République : de Gaulle en a accusé les communistes, tandis que Pompidou en a désigné comme coupables les révolutionnaires professionnels, les enragés et les anarchistes, pour finalement rejoindre la version du chef de l'État, comme lui dans un but de chantage électoral, dont l'électorat seul a été la dupe.

Dans *Les journées de mai 68, les dessous d'une révolution. Introduction et post-face de Maurice Bardèche* (Nouvelles éditions latines, 1968), FRANÇOIS DUPRAT avance la thèse fantaisiste qu'un complot est-allemand soit l'instigateur de la révolte étudiante. Si on n'y reconnaissait pas l'expression de *l'extrême-droite*, on penserait à une mauvaise farce.

A plusieurs reprises, Herbert Marcuse a été accusé dans la presse américaine et allemande d'être au service de la CIA comme agent provocateur, ayant pour mission de semer la discorde entre travailleurs et étudiants, ce qui aurait notamment abouti à empêcher l'union de la gauche française durant les événements de mai.

Quoi qu'il en soit des rapports entre M. Marcuse et la CIA, la supposition que celle-ci aurait téléguidé les gauchistes en mai 68 est repoussée par tous les observateurs sérieux, que ce soit le libéral RAYMOND ARON dans *La révolution introuvable* (Fayard 1968) pp. 98-99, ou Schnapp et Vidal-Naquet, op. cit. p. 27 et p. 59.

D'autres se servent de notions tellement vagues pour exprimer le sens du mouvement qu'ils se dérobent par là à une discussion sérieuse. C'est là le cas d'ANDRÉ MALRAUX qui interprète le mouvement comme la résurrection du désir d'abandon et de destruction chaotique et nihiliste de l'homme, révélant une *crise de la civilisation* de dimension mondiale (cf. p. ex. *Le Monde* du 15 avril 1969).

Dans une certaine mesure, c'est aussi le cas de JACQUES MARITAIN, qui trouve que le mouvement de Mai témoigne de la crise métaphysique dans laquelle se trouve la jeunesse, parce que la civilisation dominante et son système d'éducation placent les jeunes dans un vide spirituel sans valeurs qui les prive de toute raison de vivre, cf. *Pour une philosophie de l'éducation* (Fayard, 1969).

Les observateurs catholiques s'accordent en général pour y voir les témoignages d'une *révolte spirituelle*, cf. J.-M. DOMENACH : *Les retombées*, *Le Monde* du 20 déc. 1968, et MAURICE CLAVEL dans *Combat* du 28 mai 1968. En revanche, il est rare que les étudiants eux-mêmes parlent de révolte spirituelle pour s'expliquer (cf. Bénétou et Touchard, l'article cité).

S'il fallait vraiment recourir à des explications aussi vagues, on serait obligé de se demander pourquoi la jeunesse étudiante britannique n'a pas déclenché un processus parallèle, la structure de la société de la Grande-Bretagne n'étant pas foncièrement différente de celle de la France.

Beaucoup d'analystes mettent en avant l'importance de l'aspect de *révolte juvénile* dans l'ensemble du mouvement. Ce genre d'interprétation se défend d'une façon beaucoup plus convaincante que les précédentes, mais il faut encore distinguer notamment entre la théorie de J. M. Coudray, sur laquelle je reviendrai, et celle de deux psychanalystes qui sous le pseudonyme d'ANDRÉ STÉPHANE ont publié leurs réflexions sous le titre de *L'univers contestataire* (Payot, 1969).

Ceux-ci voient dans le mouvement de Mai une *version moderne du complexe d'Œdipe*, où il ne s'agit plus de renverser le père, mais la paternité, la famille et tout ce qui en découle.

Il est indéniable que cette théorie contient un grain de vérité, témoin les déclarations d'un grand nombre de jeunes contestataires, parmi lesquels DANIEL COHN-BENDIT (cf. *Le gauchisme*, Seuil, 1968, p. 44), mais cette théorie se prête mal à la confrontation avec des analyses historico-sociologiques.

OUVRAGES DE LUTTE :

Cohn-Bendit ... connais pas! Ces paroles sont de Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, et le jeune meneur du Mouvement du 22 Mars le lui rend bien, car c'est en effet pour démasquer le PC et la CGT que les frères DANIEL et GABRIEL COHN-BENDIT ont publié *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme* (Seuil, 1968).

Cet ouvrage de lutte exprime par son langage à la fois vigoureux et décontracté l'assurance enjouée du plus jeune de ces auteurs. Celui-ci représente le double héritage du renversement surréaliste des valeurs et de la confiance anarchiste en la capacité des hommes d'assumer la responsabilité de leur propre vie. En revanche, il me semble qu'il est moins influencé par le marxisme, dans la mesure où celui-ci représente la version autoritaire du socialisme, dont il ne prend que les théories de la lutte des classes et de l'aliénation.

Pour appuyer son interprétation des événements de mai-juin comme étant la première étape d'un changement révolutionnaire dans un pays hautement industrialisé, mouvement basé sur la grève générale, les conseils ouvriers, la démocratie directe et la suppression de la distinction entre dirigeants et dirigés, Cohn-Bendit se livre à des réflexions sur la stratégie et la nature de l'État, sur la bureaucratie stalinienne et sur la stratégie et la nature du bolchévisme.

Le caractère ambigu du gaullisme expliquerait qu'il soit à la fois fort et très vulnérable. Son rôle étant de donner l'illusion d'être l'arbitre indépendant de la vie politique, tout en servant les intérêts de la grande bourgeoisie dynamique et éclairée, il a contribué à cacher les véritables rapports de classe pendant dix ans. Lorsque la révolte a éclaté, le gouvernement n'a pas eu d'autres moyens que de recourir à la violence ouverte.

L'histoire du PCF est retracée en rapport avec l'histoire du mouvement communiste international. L'influence exercée par la bureaucratie soviétique sur celle du PCF et de la CGT est mise en évidence, avec tout ce que cela comporte de crimes, de mensonges, de mystifications et de sclérose, rien que pour servir les intérêts de la classe dirigeante en URSS.

Cohn-Bendit finit par réfuter la thèse communément avancée selon laquelle tout serait de la faute à Staline. Il montre que la critique formulée par Trotsky est juste dans une grande mesure, mais que celui-ci, en cherchant à se disculper lui-même, ne met pas en cause le vrai responsable, c.-à-d. le parti bolchévique. A titre d'exemple les répressions par Lénine et Trotsky de la commune de Cronstadt et du mouvement de Makhno sont citées pour prouver que, déjà sous la révolution russe, le parti s'était séparé de sa base populaire.

Aux yeux de l'opinion publique française, le mouvement de Mai a révélé la nature de classe répressive du régime gaulliste et le caractère de gardien du statu-quo du PCF et de la CGT.

Ces considérations mènent à la conclusion qu'un mouvement révolutionnaire, qui est nécessairement collectif, a besoin d'une certaine organisation, mais que celle-ci ne doit pas prendre la forme d'un parti monopolisant la direction. Cette mise en garde ne vise pas seulement le PC, mais aussi les trotskystes et maoïstes, qui considèrent le prolétariat comme une masse en mal de direction.

Pour Cohn-Bendit, le militant n'est pas un leader qui apprend à la classe ouvrière ce qu'elle doit faire, mais au contraire celui qui agit au sein d'un mouvement de masse et qui cherche à formuler les aspects révolutionnaires du mouvement.

L'existence même d'un parti suffit à pervertir la démocratie, tandis que la vraie révolution est celle qui lève les tabous qui protègent les pouvoirs publics contre toute action directe et qui enlève à l'État le monopole de la violence légale.

La sécheresse du résumé ne saurait communiquer l'esprit profondément libertaire et le goût tout rabelaisien que respirent les pages du livre. A la lecture, on comprend pourquoi D.C.-B. a toujours su avoir les rieurs de son côté.

Spontané et brouillon, *Le gauchisme* de Cohn-Bendit est en effet un témoignage unique sur l'esprit et l'action gauchistes et en même temps un appel à la lutte continue d'un jeune homme qui, aux yeux du monde entier, a incarné le mouvement.

L'importance extraordinaire de cette œuvre ne doit cependant pas nous faire négliger qu'il existe d'autres ouvrages de la même veine. Il suffit de rappeler l'influence qu'a exercée *La proclamation de la Commune* par HENRI LEFEBVRE (Gallimard 1965) dans le milieu étudiant, et notamment à Nanterre où l'auteur est professeur de sociologie. Son *interprétation anarchisante et ludique* de la Commune de 1871 présente des traits communs tellement frappants avec le mouvement de Mai, qu'il ne fait pas de doute que les étudiants gauchistes ont puisé là certains éléments de leurs théories sur la spontanéité des masses et sur la possibilité de réaliser une organisation antiautoritaire. L'aspect de fête des masses au pouvoir, relevé par Henri Lefebvre dans son livre, n'a pas non plus manqué de frapper tous ceux qui ont participé aux manifestations de rue en 1968.

La proclamation de la Commune présente l'intérêt d'avoir tout à la fois présagé et provoqué un mouvement social, ce qui n'est pas rare dans les sciences sociales, mais qui en dit long sur le rôle que jouent les souvenirs révolutionnaires pour les Français.

Avec *L'irruption de Nanterre au sommet* (Ed. Anthropos, 1968), HENRI LEFEBVRE souligne la force inattendue avec laquelle le mouvement spontané et autogestionnaire s'est manifesté en évoluant à partir d'un endroit périphérique, résumé de toutes les contradictions refoulées du système, vers les centres de décision du pouvoir, qui se sont désagrégés en laissant le vide politique, jusqu'à ce que la CGT et le PC les remettent en selle.

L'originalité du mouvement est d'avoir commencé par la mise en cause de la réalité quotidienne pour finir par la contestation du système tout entier, sans disposer d'appareil ni d'organisation fortement structurée, mais en prenant des décisions politiquement intelligentes sans programme préétabli et sans chefs.

Henri Lefebvre tire des conséquences théoriques de l'expérience de mai 68, qui à son avis commande un renouveau des sciences humaines, conçues dans une large mesure sur des modèles périmés.

Il existe en danois une appréciation de l'acquis des événements de mai-juin d'un point de vue authentiquement spontanéiste : KLAUS BIRKHOLM : *Revolution og kontrarevolution i Frankrig, maj-juni 1968* in *Kurasje*, 2-3, 1970. Dans un style parfaitement ésotérique qui lui enlève un peu de sa valeur, cet article passe en revue toutes les formes de démocratie des conseils qui ont vu le jour en Mai et en évalue leur importance dans le contexte socio-économique d'une manière fort pertinente. Mais comme il fallait s'y attendre d'un spontanéiste, l'auteur ne pose même pas le problème de la prise du pouvoir.

Le courant dit réformiste-révolutionnaire s'apparente au courant gauchiste en ce qu'il met l'autogestion au centre de sa théorie sociale, mais il s'en distingue par les moyens qu'il entend employer pour construire une société autogérée.

L'ambiguïté des rapports entre les deux courants explique pourquoi le PSU, dont le programme socio-économique s'inspire des théories réformistes-révolutionnaires, est le seul des partis politiques à avoir appuyé le mouvement de Mai tout en restant suspect aux yeux des étudiants du 22 Mars.

Déjà en 1964, André Gorz s'était fait le théoricien de la stratégie dite « *réformisme révolutionnaire* », qui part de l'hypothèse que dans une société hautement industrialisée, il ne saurait être question de choisir entre la lutte pour des réformes et l'insurrection armée. Pour imposer des solutions anti-capitalistes au sein du capitalisme, sans qu'elles ne soient aussitôt récupérées par le système, il faut lutter pour des réformes révolutionnaires, c.-à-d. des réformes revendiquées « non pas en fonction de ce qui est possible dans le cadre d'un système et d'une gestion donnés, mais de ce qui doit être rendu possible en fonction des besoins et des exigences humaines ».

Dans son livre *Réforme et révolution* (Seuil, 1969, comportant une préface originale, la première partie de *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme* de 1964, et le chapitre « Réforme et révolution » de *Socialisme difficile*, paru en 1967), ANDRÉ GORZ prétend que si des pouvoirs ouvriers à l'intérieur du système capitaliste sont conquis et imposés à la base, et non pas octroyés d'en haut, les patrons auront du mal à les résorber. Dans le cadre d'une stratégie ouvrière offensive, ces pouvoirs représenteront les bases nécessaires pour faire passer la lutte à un niveau plus élevé.

Dans son analyse de la crise de mai-juin 68, André Gorz voit la raison principale de l'échec du mouvement dans l'incapacité des appareils politiques et syndicaux à orienter le potentiel révolutionnaire du mouvement social des masses vers des objectifs qui, une fois atteints, auraient introduit dans le système social des transformations irréversibles.

Le mouvement de Mai aurait prouvé que les masses étudiantes et ouvrières ne sont pas spontanément à même de définir les objectifs qui reflètent leurs aspirations. Le radicalisme des actions des grévistes n'avait pas de commune mesure avec la modestie de leurs revendications salariales. Seulement, ils ne savaient pas traduire en discours la force et la dynamique de leurs actions.

Les raisons pour lesquelles le PCF a cassé le mouvement, seraient sa double crainte ou bien d'être entraîné dans un enchaînement de crises, provoqué par la chute du régime gaulliste, et qui risquerait de détruire l'État centralisé en favorisant les forces nouvelles échappant au contrôle du PC, parce que surgies en dehors de lui, ou bien de cautionner, sans le vouloir, un régime de centre-gauche qui jouerait le jeu du néo-capitalisme dans le cadre de la coopération occidentale.

En mai 68, des revendications portant sur des changements de structure ont été formulées un peu partout à la base, ce qui pourrait faire penser qu'il y a interaction entre la réalité vivante du pays et les thèses du réformisme révolutionnaire.

Les premiers partisans du réformisme révolutionnaire se sont manifestés en Italie vers 1960, parmi ceux qui par la scission du PSI ont fondé le PSIUP, et à l'aile gauche du PC italien parmi ceux qui ont formé l'équipe d'*Il Manifesto*.

Il est d'autant plus intéressant que nous disposions de l'appréciation des événements de Mai par un des meilleurs théoriciens italiens du courant en question :

LUCIO MAGRI : *Considerazioni sui fatti di maggio* (De Donato, Bari, 1968).

L'auteur souligne en effet l'intérêt privilégié que présentent les événements de Mai comme champ de recherche pour ceux qui s'interrogent sur les possibilités d'une révolution en Occident.

Après avoir relevé la nouveauté des objectifs des révoltés de mai 68, Lucio Magri analyse les origines du mouvement, à savoir les contradictions inhérentes au système capitaliste moderne, qui subordonne l'homme à la production et la production au profit, tout en suscitant un grand nombre de besoins nouveaux chez les hommes qu'il n'est pas en mesure de satisfaire. Sinon, comment expliquer l'extraordinaire besoin de communication et de vie collective qui s'est soudain manifesté parmi des centaines de milliers de personnes qui normalement adhèrent aux normes individualistes, imposées par le système de production et de consommation ?

La lutte des étudiants est remarquable en ceci qu'elle a pu soulever un mouvement de masse pour élaborer des réformes de structures (de l'Université) dont le contenu a remis en cause l'ensemble de la société, tandis que les organisations ouvrières traditionnelles ont lutté dans le cadre du système actuel.

Le mouvement de Mai, par sa pratique et par la conscience de ses jeunes militants, n'a pas mis en question la politique ou le groupe dirigeant du PC, mais la conception même du parti révolutionnaire comme avant-garde organisée, avec son idéologie rigoureusement définie, et dirigé par un pouvoir centralisé.

L'échec du mouvement de Mai nous apporte, ainsi que le mouvement lui-même, une richesse d'enseignements, parmi lesquels il vaut la peine d'étudier le rapport entre parti et masses, aussi bien qu'entre parti et pratique sociale.

D'une part, le mouvement étudiant a évolué dans un esprit profondément uni et avec une immense liberté de discussion, parce que, à aucun moment, il n'a douté de la nécessité de la lutte. Mais il lui a manqué le cadre d'une organisation indispensable pour franchir le seuil qui donne accès au statut de force politique.

D'autre part, le PCF et la CGT, qui sont les seules forces politiques de taille à servir de médiateur continu entre la spontanéité de la classe ouvrière (au sens le plus large du mot) et la tradition théorique, et qui seuls sont à même de constituer l'élément de synthèse et d'inspiration pour la pratique sociale réelle de la classe ouvrière, ces organisations n'ont pas été préparées à jouer ce rôle, parce qu'elles ont vécu à l'heure de la III^e Internationale.

Le livre de Lucio Magri a surtout le mérite de s'attacher à montrer aux jeunes révolutionnaires ce que le parti peut leur apprendre, et au parti ce que les jeunes sont spontanément capables de créer.

Pour montrer que les réformistes révolutionnaires ne sont pas les seuls à s'être aperçus des transformations intervenues dans les classes salariales, il convient de mentionner l'ouvrage de SERGE MALLET : *La nouvelle classe ouvrière* (Seuil, 4^e édition 1969). L'avertissement au lecteur contient une mise à jour après les événements de mai 68 qui n'ont fait que confirmer l'auteur dans sa caractéristique des nouvelles tendances intervenues dans l'industrie de pointe depuis 1958. A partir d'enquêtes menées dans des entreprises technologiquement développées, Serge Mallet a constaté que les salariés y sont surtout de jeunes techniciens, bien formés ou hautement spécialisés et difficilement remplaçables

parce qu'ils assurent l'amortissement d'un équipement coûteux. A l'encontre de leurs confrères de l'industrie traditionnelle, ces jeunes sont par conséquent bien payés, assurés de ne pas se trouver en chômage, ils travaillent en équipe et les conditions hygiéniques de leurs ateliers sont décentes.

A cause de l'automatisation, leur travail se concentre dans la préparation et l'organisation de la production, ce qui accroît leur sens de l'initiative et des responsabilités. En reconquérant au niveau collectif l'autonomie professionnelle qu'ils avaient perdue dans la phase de mécanisation du travail, les ouvriers modernes éprouvent le besoin de participer à la gestion de leur entreprise. Mais c'est dans ce domaine-là qu'ils se trouvent en opposition à la couche technocratique qui justement dirige les entreprises de pointe au nom du progrès technique et de la croissance économique, et non plus tellement pour assurer le profit des patrons.

Par conséquent, l'essentiel n'est plus d'arracher des augmentations de salaire à un patronat borné et avare, mais d'obtenir le droit pour les ouvriers de se mêler de ce qui les concerne, le bon fonctionnement de leurs entreprises. Lors des grèves « sauvages » des années 1967 et 68, ainsi qu'en mai 68, c'était bien ce qui a été le but des ouvriers de la chimie et de l'électronique.

La thèse de Serge Mallet postule que la nouvelle classe ouvrière ne se laisse pas tenter par les mirages de la société de consommation à chercher une place privilégiée par rapport à la classe ouvrière traditionnelle. Bien au contraire, ses revendications qualitatives s'imposeront, grâce à l'automatisation toujours croissante, à l'esprit de tous les travailleurs, ce qui ne manquera pas d'aboutir à une vague de fond autogestionnaire qui cherchera à briser le monopole de la technocratie.

Il est incontestable que la thèse de Serge Mallet a sa part scientifique et sa part idéologique, ce qui ne saurait obscurcir le fait que sa pensée a trouvé un écho parmi les militants de la CFDT et du PSU, contribuant par là à une prise de conscience parmi les jeunes travailleurs, dont les actions en Mai ont, à leur tour, suscité la réflexion de Serge Mallet.

GILLES MARTINET: *La conquête des pouvoirs* (Seuil, 1968).

L'auteur de ce livre de réflexion est le politicien le plus pragmatique du PSU. Les événements de France et de Tchécoslovaquie de l'année 1968 lui ont fourni la matière de ses réflexions. Sans établir de parallèles fallacieux entre ce qui s'est passé dans les deux pays, il constate que dans les deux cas des aspirations pour un socialisme démocratique se sont manifestées.

En analysant les journées du 27 au 29 mai, Gilles Martinet rend compte des divers projets de prise du pouvoir qui ont vu le jour dans les milieux de gauche, mais « le pouvoir se prend dans la rue quand on a les armes ou bien lorsque l'ennemi est contraint de renoncer à utiliser les siennes. Pas autrement. » Il rejette comme absurdes les solutions proposées par les communistes et par les groupes extrémistes.

Après avoir examiné les données de la situation, il conclut que les chances de la gauche étaient faibles, encore qu'un certain nombre des éléments nécessaires au succès aient été réunis, notamment un mouvement gréviste qui menaçait de se transformer en mouvement gestionnaire d'une part et la faiblesse du pouvoir

gaulliste d'autre part. Seulement, les forces les plus puissantes de l'opposition, le PC et la CGT, n'étaient pas prêtes.

Ce livre est extrêmement utile comme initiation aux racines idéologiques du mouvement. Il l'est aussi par sa discussion des mérites et des inconvénients des grandes expériences autogestionnaires du monde moderne. A partir d'exemples concrets, l'auteur analyse les possibilités de réussite d'un socialisme démocratique dans les pays économiquement développés et notamment en ce qui concerne l'Europe. Car pour survivre comme une force autonome, celle-ci doit rejeter également le socialisme autoritaire de l'URSS et le néo-capitalisme des États-Unis.

Gilles Martinet a le mérite de voir loin et d'être réaliste en même temps, sauf sur un point qui me semble grave. Il compte sur un renforcement de la gauche non-communiste qui obligerait le PC à évoluer dans le sens de la démocratie. En définitive, il partage cet espoir avec tous ceux qui voudraient que le parti du mouvement arrive au pouvoir, ce qui ne saurait surprendre, car c'est bien la condition *sine qua non*. Mais comme l'a bien fait remarquer Annie Kriegel : le PC est un parti de l'ordre – mais du sien.

Fidèle image du PSU, se trouvant d'une part préoccupé par les problèmes que pose l'autogestion et de l'autre par les modalités de la prise du pouvoir politique, les réflexions de Gilles Martinet nous amènent à considérer les thèses des révolutionnaires de métier, c.-à-d. des trotskystes et des marxistes-léninistes, dont les groupuscules ont joué un rôle important dans le mouvement de Mai. On se dispense ici de rendre compte de leurs querelles entre eux pour se borner à signaler leurs origines communes de groupes dissidents des Étudiants communistes (UEC).

DANIEL BENSÂÏD et HENRI WEBER. *Mai 1968 : une répétition générale* (Maspero, 1968).

Ce livre énergique et brillant nous fournit l'analyse par deux militants *trotskystes* JCR de tous les problèmes les plus importants posés par les événements de mai-juin.

Les étudiants JCR ont contribué à la mise en route du mouvement en participant à la création du Comité Vietnam National en 1966, en contribuant à la prise de conscience politique du monde étudiant et en faisant partie du Mouvement du 22 Mars, qui a provoqué l'escalade à Nanterre.

Le titre de l'ouvrage indique à quel niveau les auteurs conçoivent mai 68 : en le comparant à la révolution russe manquée de 1905, ils y voient le présage d'une confrontation définitive à venir entre exploités et exploités. Leur interprétation se fonde sur une analyse systématique et détaillée des forces mobilisées et potentielles des deux adversaires.

Notre intérêt se porte inévitablement sur les arguments qui relèvent de la pensée trotskyste spécifique :

Puisque le capitalisme monopoliste d'aujourd'hui est un phénomène international, dont chaque pays capitaliste n'est qu'un élément dépendant des autres, une révolution socialiste ne peut être victorieuse qu'à l'échelle internationale.

Il est par conséquent d'autant plus inadmissible que le PCF accepte de jouer le jeu des élections parlementaires sous prétexte qu'en dernière analyse cela

profite aux intérêts supérieurs de la mère patrie : L'union soviétique. Bensaïd et Weber qualifient le PCF de traître à la cause prolétarienne.

En considérant les rapports entre l'avant-garde et les masses, les auteurs examinent le cas du Mouvement du 22 Mars qui, à leur avis, escamote le problème en faisant disparaître les deux éléments sous la formule consacrée de « mouvement de radicalisation des masses ».

Le Mouvement du 22 Mars a gardé l'activisme comme seul dénominateur commun aux éléments fort divers qui le composaient, pour éviter les querelles de chapelle. D'un point de vue trotskyste, cela présente des avantages dans un premier temps, mais ce manque de programme explique pourquoi la spontanéité de mai s'est épuisée relativement vite. Il n'y a pas eu de but vers lequel faire converger toutes les énergies libérées.

Après avoir fait le bilan des forces armées à la disposition du gouvernement, Bensaïd et Weber en inventorient tous les points faibles : déloyauté vraisemblable du contingent influencé par la propagande révolutionnaire, saisie d'armes par les ouvriers dans les arsenaux, paralysie des voies ferrées et des ports, et grâce à la technique moderne : supériorité de l'armement léger par rapport à l'armement lourd. Leur conclusion : « Une direction révolutionnaire organisée aurait pu développer un rapport de force déjà favorable pour faire de mai 68 une révolution violente peu sanglante. »

ANDRÉ GLUCKSMANN : *Stratégie et révolution en France 1968* (Christian Bourgeois, 1968).

A coups de citations de Marx, d'Engels et de Lénine, l'auteur de cet essai nous prouve que les événements de Mai n'ont été surprenants que dans la mesure où le moment d'une explosion révolutionnaire surprend toujours tout le monde.

Au lieu de souligner, comme le font tant de commentateurs, les aspects neufs du mouvement, Glucksmann démontre à quel point les grands classiques du socialisme peuvent servir à l'interprétation du phénomène.

D'un point de vue rigoureusement *marxiste-léniniste*, c'est la lutte des étudiants qui a cristallisé la révolte de l'ensemble des forces productives modernes contre les rapports de production bourgeois.

Les deux traits les plus caractéristiques de la crise sont la montée rapide de mai et la retombée foudroyante de juin. Pour les expliquer, André Glucksmann analyse le rôle central qu'a joué le PCF. Au départ, le mouvement étudiant élargi aux jeunes travailleurs a remplacé l'organisation d'avant-garde, qu'aurait dû constituer le PC, qui, tout en affichant des principes révolutionnaires, a refusé les tâches qu'implique une révolution.

Vu les possibilités limitées du mouvement étudiant, de Gaulle a pu remporter sa victoire le 30 mai, non pas parce qu'il disposait de forces supérieures à celles de l'opposition, mais parce que la contremenance de l'opposition était inexistante, alors qu'en réalité celle-ci possédait les atouts de pouvoir continuer la grève et bloquer toute activité politique et économique.

La crise a révélé une situation prérévolutionnaire qui existait avant mai et qui subsiste après juin.

Entre les deux ordres qui se sont partagé le monde et la France, le mouvement

de Mai a esquissé la possibilité d'une révolution socialiste en Europe, bouleversant l'équilibre des deux super-puissances.

André Glucksmann refuse de se limiter à une analyse positive. C'est un philosophe politique qui, à la lumière de la pensée de ses grands prédécesseurs, interprète les phénomènes dans leur signification la plus large.

Réagissant contre la politique de coexistence pacifique du PCF, les marxistes-léninistes prêchent le retour aux origines de la pensée révolutionnaire de Marx et de Lénine. Ils insistent sur la nécessité de la médiation d'un parti révolutionnaire entre la théorie et les forces historiques concrètes. L'échec du mouvement de Mai montrerait précisément que ce lien indispensable a fait défaut, tandis que la bourgeoisie disposait de forces de répression organisées et appuyées par les partis ouvriers et la hiérarchie syndicale, passés au service de l'ennemi de classe. On trouvera un exemple fort éloquent de cette tendance dans la revue *Le Fil du temps*, dont le numéro d'octobre 1968 est consacré à la crise économique et sociale de mai-juin.

Le Parti Communiste Français nous a livré son interprétation officielle en publiant le rapport du secrétaire général au Comité Central, les 8 et 9 juillet 1968, suivi de la résolution du CC :

WALDECK ROCHET : *Les événements de mai-juin 1968, leurs enseignements* (N° spécial du Bulletin de l'Élu Communiste, n° 30).

Le PC reconnaît la gravité de la crise de l'Université française et proteste de sa volonté d'assurer les crédits nécessaires pour une réforme en profondeur de tout ce domaine. Néanmoins, le PC ne saurait tolérer la prétention des étudiants gauchistes qui entendent se substituer au parti dans la direction des masses populaires en critiquant les buts, les méthodes et l'organisation du PC, servant objectivement par là les intérêts de la grande bourgeoisie et de l'Etat gaulliste.

Par ce raisonnement, Waldeck Rochet est amené à formuler la thèse de la provocation pour expliquer les désordres universitaires et les barricades. D'un côté, le gouvernement a provoqué l'escalade de la violence pour que la population épouvantée se tourne vers le pouvoir sauveur. D'un autre côté, il a encadré et manipulé, avec l'aide d'éléments louches, des jeunes gens sans expérience qui se sont laissé entraîner à incendier des voitures et à jeter des pavés. Ce qui équivaut à dire que les gauchistes, soutenus par le PSU, étaient au service du gouvernement.

Le Parti Communiste dénonce les proclamations des gauchistes du 25 au 30 mai sur la possibilité de la prise du pouvoir à cause de la prétendue défaillance du pouvoir gaulliste, comme un immense complot visant la liquidation du PC, qui serait amené à tomber dans le piège de l'illégalité, de la violence et de l'aventure. Le Parti se félicite d'avoir déjoué ce plan.

Certains s'étonneront peut-être que le PC considère le gauchisme comme le danger le plus pressant de l'époque actuelle. Néanmoins, il faut reconnaître qu'à plusieurs reprises la vague gauchiste a débordé le PC et la CGT, et que dans l'hypothèse d'une chute du pouvoir gaulliste, les communistes auraient du mal à contrôler la situation. Ensuite, cela n'a pas dû plaire aux communistes de se

voir confondre dans une certaine opinion petite bourgeoise avec les gauchistes, grâce à la propagande électorale très habile des gaullistes.

Waldeck Rochet présente le contrat de Grenelle comme un grand succès du mouvement ouvrier. Il ne mentionne que les critiques les plus extrémistes, de gauche et de droite, que pour mieux les réfuter, tandis qu'il ne souffle mot des revendications qualitatives, non satisfaites à cause de l'hostilité de la CGT à leur égard. Bien que le secrétaire général fasse mention du rôle plus considérable qu'auparavant des ingénieurs et des techniciens dans la lutte de la classe ouvrière, il passe sous silence que leurs revendications ont dans beaucoup de cas été d'une autre nature que celles de leurs collègues moins fortunés.

C'est avec d'autant plus d'intérêt qu'on aborde les réflexions sur la signification des événements de Mai du plus grand spécialiste du communisme français : ANNIE KRIEDEL : *Les communistes français* (Seuil, 1968). Ces réflexions répondent en effet d'une façon originale à toutes les grandes questions posées par les événements.

D'abord, Annie Kriegel tâche de définir les termes d'extrémisme et de gauchisme, employés par tout le monde, mais riches en malentendus. L'extrémisme serait « une option radicale fondée sur une stratégie d'extériorité aux structures établies », tandis que le gauchisme serait « une conduite d'échec privilégiant le mouvement révolutionnaire sur son objectif : le dessein sur sa finalité. »

Pour expliquer le phénomène extrémiste de mai 68, Annie Kriegel avance plusieurs hypothèses : 1) Il serait en partie dû aux déséquilibres numériques et qualitatifs entre les classes d'âge dans les villes universitaires et les centres industriels. 2) Les partisans de la thèse sur les couches nouvelles du monde du travail auraient raison, sous réserve que l'étude statistique des dossiers de police permette de confirmer l'importance du rôle de ces couches dans les manifestations, ou qu'une enquête conduite auprès des responsables des comités de grève nous renseigne sur les catégories qui, dans chaque entreprise, ont été les plus actives. 3) L'explosion de Mai aurait peut-être été une réponse de désespoir à l'impossibilité d'une alternative de gauche au gouvernement gaulliste. 4) L'échec du patriotisme depuis 1940 dans un pays extrêmement centralisé serait à la base du sentiment partagé par la plupart des jeunes de vivre dans une nation où il n'y a à peu près rien qui suscite un minimum de consensus. 5) L'auteur suggère des travaux sur l'extrémisme chrétien, parce qu'il lui semble vraisemblable que la crise que traverse l'Église de France a sa part dans la mise en branle de Mai.

Annie Kriegel considère le gauchisme comme « la traduction politique de deux des traits les plus marquants du mouvement de mai : son absence de nécessité profonde et sa déviation « culturaliste », produit d'une distorsion due à l'acclimatation fautive du modèle chinois. »

Le tempérament subversif des révoltés l'a emporté sur l'analyse des rapports de force, ce qui les a amenés à déclencher le processus révolutionnaire et à continuer leur combat au-delà du moment où il n'y avait plus aucun espoir de succès.

La nature irrationnelle du gauchisme s'est traduite 1) par la dimension ludique du mouvement, alors que d'un point de vue communiste c'était un jeu très dangereux. 2) par le fait que les thèmes révolutionnaires ont été revendiqués

comme le quasi-monopole des non-adultes, alors que pour les communistes, la révolte juvénile représente un risque de déviation qui cacherait les vrais rapports de classe, 3) par la cristallisation d'un extrémisme de droite du côté du pouvoir et en Allemagne fédérale.

Eu égard aux analyses précédentes, Annie Kriegel s'élève contre la supposition si répandue que si les communistes n'ont pas goûté le mouvement de Mai, c'était par souci de sauver l'ordre gaulliste en raison de sa politique extérieure.

Le PC s'est trouvé devant le choix entre sa propre stratégie qui impliquait la condamnation de l'entreprise gauchiste, et la possibilité de se placer à la remorque des groupes gauchistes. Tout en choisissant la première alternative, le PC s'est vu obligé d'esquisser l'abandon de sa propre stratégie par deux fois. D'abord, quand il a déclenché l'agitation ouvrière pour la jeter en travers et y noyer l'agitation étudiante. Puis pendant les cinq jours qui précèdent le 30 mai, où le parti a agi pour accentuer la crise du pouvoir gaulliste, pour barrer la route aux formules de succession qui ne lui convenaient pas, et pour s'affirmer comme partie prenante dans l'exercice d'un pouvoir qu'une conjoncture aberrante lui mettait entre les mains.

Cette politique permet de conclure que le PC est certainement un défenseur de l'ordre, mais du sien.

L'auteur est convaincu que, sous peine de courir le risque d'un désastre, le PC ne pouvait en aucune manière se mettre à la tête d'un mouvement insurrectionnel. Dans l'état actuel de nos connaissances, personne n'est en mesure de trancher cette question. Mais il est intéressant de constater l'ambiguïté de l'attitude d'Annie Kriegel vis-à-vis du PC :

D'une part, pour juger du comportement du Parti durant les événements et notamment pour peser l'importance du mouvement gauchiste, elle se place du côté de la direction du parti. Elle pense qu'à travers les péripéties des rapports entre le PC et le monde extérieur, le parti a su sauvegarder son identité profonde, son étrangeté dans le cadre du système capitaliste. Elle qualifie cette étrangeté de pôle de la stabilité et de l'imaginaire, préfigurant le futur, ce qui signifie qu'elle ne songe pas à mettre en cause le dogme du marxisme-léninisme.

D'autre part, Annie Kriegel émet le vœu que le communisme change vite, qu'il change à temps, pour que ni le socialisme, ni la liberté, ni la modernité n'y soient plus méprisés. Aveu qui révèle son impuissance à poursuivre jusqu'au bout l'analyse du caractère autoritaire du communisme.

Les départs de hauts fonctionnaires et de dirigeants du PCF et de la CGT font toujours grand bruit, et pour cause, car on peut s'attendre à des révélations de secrets que les communistes se font ordinairement beaucoup de scrupules de garder. C'est ce qui n'a pas manqué de se produire à la suite des événements de Mai.

En plein mois de mai, le secrétaire du Centre d'Études Économiques et Sociales de la CGT, André Barjonet, a démissionné pour se joindre au mouvement, tout en protestant contre la méconnaissance profonde de la réalité dont les partis communistes sont responsables depuis que Lénine a érigé en dogme infailible la conception subjective du bureau politique. Dans son pamphlet *La révolution trahie de 1968* (Ed. John Didier, 1968), ANDRÉ BARJONET accuse le PC et la

CGT de n'avoir rien compris au mouvement et d'avoir trahi la lutte du peuple par leur aveuglement dogmatique.

Mais c'est l'exclusion d'un membre du bureau politique, ROGER GARAUDY, idéologue en chef du parti, qui a causé le plus grand scandale depuis l'époque stalinienne, et semé le désarroi parmi les militants.

Dans *Toute la vérité* (Grasset, 1970) Garaudy rend compte de ses divergences avec la direction du parti. Il publie une série de documents qui révèlent les désaccords qui l'ont opposé à la ligne soviétique du PCF à propos des événements de Paris et de Prague en 1968. Il accuse notamment le parti de s'être coupé du monde étudiant et de répugner à analyser l'évolution sociale récente, ce qui l'aurait mis dans l'impossibilité de prendre en main le mouvement dont il était le dirigeant désigné (sic). Sa critique de la politique suivie par le parti aboutit à la conclusion qu'elle a profondément nui aux relations du parti avec les couches étudiantes et techniciennes.

L'erreur capitale du parti concernant ces couches serait de s'en être tenu à une analyse mécanique à la manière de Taine en les confondant avec leur milieu d'origine petit-bourgeois, alors qu'une analyse marxiste partirait de la place qu'elles occupent dans le procès de production. Or la science est devenue une force productive directe et ceux qui la pratiquent font partie avec les ouvriers du travailleur collectif, producteur de plus-value. Si le PC avait tiré les conclusions de cette évolution, il aurait pu dégager le lien interne entre les aspirations des étudiants et les objectifs de la classe ouvrière, qui tous les deux se résument dans l'exigence de participer activement à la détermination du sens et des fins de la production.

Mais le PC y a renoncé en se bornant aux revendications quantitatives, refusant par là de contribuer à la prise de conscience générale.

Tout progressiste qu'il est, Roger Garaudy a du mal à se défaire de ses habitudes de raisonnement en vase clos, caractéristiques des membres d'un parti qui se trouve à l'écart de la vie politique nationale depuis vingt ans.

Du camp de la *gauche réformiste* proviennent un certain nombre de théories et d'analyses souvent raisonnables et soucieuses de la réalité concrète, mais qui sentent la IV^e République, poids écrasant dans la France actuelle.

Qu'il s'agisse d'ANDRÉ PHILIP : *Mai 68 et la foi démocratique* (Ed. Aubier 1968), de J. J. SERVAN-SCHREIBER : *Le réveil de la France* (Denoël, 1968) ou de l'ouvrage collectif du CLUB JEAN MOULIN : *Que faire de la révolution de mai* (Seuil, 1968), nous avons affaire à ce que les gauchistes appellent de la récupération technocratique.

Le mépris du terme s'explique par le fait que les réformistes se sont montrés incapables de présenter une alternative valable au gaullisme, qu'ils ne se sont pas efforcés d'exprimer les aspirations profondes du peuple, absorbés qu'ils étaient par la lutte contre le pouvoir personnel, et que par conséquent le mouvement n'a que faire de ces nantis, faux amis du peuple.

En fait, malgré leurs différences, ces analyses prennent dans le mouvement de Mai ce qui leur semble réalisable dans le contexte donné et laissent le reste pour compte, ce qui ne manque pas de donner une impression de pauvreté après tant de richesse.

Leur position pourrait paraître réaliste, mais l'évolution ultérieure de la Ve République n'a pas permis l'intégration de l'apport du mouvement, intégration proposée par les technocrates de gauche.

En revanche, les réflexions apparemment réformistes, mais en fait très audacieuses de PIERRE MENDÈS-FRANCE méritent qu'on s'y arrête.

L'ancien président du Conseil s'est exprimé sur le mouvement de Mai dans *Pour préparer l'avenir. Propositions pour une action* (Denoël, 1968), et dans une interview accordée à la revue *Teleciné* (printemps 1971).

En s'interrogeant sur les origines de la révolte, P. M.-F. renvoie à l'absence totale de moyens d'intervention à la disposition du peuple pour transformer le système de vie qui lui est offert et dont il souffre.

On peut constater que la révolte étudiante est un phénomène international, mais que nulle part ailleurs qu'en France elle n'a entraîné une crise de régime. La raison en est que le régime gaulliste a érigé en système le refus de reconnaître les droits du citoyen dans l'organisation politique, complétant par là des structures également autoritaires dans l'entreprise, l'université et la région.

Pour qu'un bond en avant comme celui de mai 1968 puisse réussir, il aurait fallu la conjonction de trois groupes : les classes les plus défavorisées, la jeunesse et des hommes capables d'apporter des solutions pour résoudre les problèmes. Cette rencontre ne s'est pas produite. Au contraire, il y a eu un divorce entre la gauche politique organisée et la jeunesse, et entre celle-ci et la plus grande partie de la classe ouvrière, ce qui explique l'échec.

A qui la faute ? P. M.-F. n'hésite pas à accuser la gauche organisée d'avoir perdu son temps au lieu d'élaborer un programme après consultation de tous les intéressés. Déjà en 1962, P. M.-F. lui-même a donné l'exemple en publiant *La république moderne* (Gallimard), projet d'une rénovation démocratique de la vie économique et politique de la France, où sont proposés tous les thèmes qui feront fortune en mai 68, que ce soit l'autonomie, la cogestion, la participation, la décentralisation ou la liberté de l'information.

Pour préparer les lendemains de mai 68, P. M.-F. propose encore une fois que toutes les forces de gauche s'accordent pour réaliser un régime de transition qui combine la planification efficace et la participation dans l'entreprise, à l'université et dans les régions, faute de quoi les structures de bureaucratie centralisée ne changeront que par une seconde explosion, sans doute plus violente.

Vu l'importance que P. M.-F. attache à la démocratisation des structures, on serait tenté de confondre son attitude avec celle des gauchistes, mais ce serait méconnaître le rôle qu'il attribue à l'élaboration et à la réalisation du Plan. Chez lui, l'expertise économique, l'expérience concrète de la chose publique et l'audace des desseins créent une pensée réformiste qui n'est pas prisonnière de l'ordre établi.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas le cas de RAYMOND ARON, dont *La révolution introuvable* a paru chez Fayard (1968). Ce livre se présente sous forme d'interviews avec, en annexe, les articles que l'auteur avait publiés dans le *Figaro* durant les événements.

Raymond Aron avoue avoir été très péniblement impressionné par les événe-

ments de Mai qui lui ont paru comme un immense psychodrame que les Français se sont offert pour se défouler de leurs frustrations, causées par un système trop rigide et une hiérarchie trop autoritaire.

Il n'y voit que l'éternel retour de la crise révolutionnaire qui depuis 1789 alterne en France avec le carcan autoritaire dans lequel les Français s'enferment, aussitôt leurs velléités libertaires passées, sans que tout cela ait changé quoi que ce soit aux structures profondes du pays. Point de vue pittoresque, mais pour le moins surprenant de la part d'un historien.

En ce qui concerne mai 68, il pense que les étudiants se sont révoltés pour échapper à leur solitude dans la foule anonyme, ce qui est certainement en partie vrai, au moins pour les étudiants parisiens, mais ne saurait expliquer l'ampleur de la crise.

L'argument essentiel qu'avance Raymond Aron pour nous convaincre qu'il ne s'agissait pas d'un drame, mais bien d'un psychodrame, est fait pour nous intéresser, car il a trait au rôle du PCF dans les événements. Celui-ci conservait le contrôle des masses ouvrières et n'avait pas d'intentions insurrectionnelles, au contraire il existait une alliance limitée et non écrite entre le PC et le gouvernement, ce qui aux yeux de l'auteur suffit pour qualifier tous les autres acteurs de comédiens.

Son analyse néanmoins n'est pas conséquente, puisqu'il prend les événements au sérieux en admettant qu'ils auraient très bien pu tourner au drame et que pendant trois jours le gouvernement donnait l'impression de vaciller, tandis que le PC s'apprêtait à prendre le pouvoir vacant.

Les raisons profondes de l'inquiétude de ce professeur libéral devant le phénomène de Mai semblent être sa méfiance à l'égard de toute révolution qui lui paraît entraîner ou bien la dictature du parti révolutionnaire ou bien une réaction de type fasciste ou du moins autoritaire.

Quoiqu'il reconnaisse le bien-fondé d'une grande partie des critiques formulées par les étudiants en ce qui concerne l'université, il dénonce violemment les critiques de ceux qui paralysent les facultés pour renverser la société capitaliste, l'université libérale restant pour lui le seul garant de l'objectivité de la recherche et de l'enseignement.

Selon Raymond Aron, la responsabilité de l'inadaptation de l'université aux besoins réels du pays incombe aux universitaires, au ministère et aux étudiants, parce qu'ils ont tous refusé les solutions technocratiques, c.-à-d. rationnelles. Il pense qu'on pourrait y remédier en introduisant des corps intermédiaires, détenant des pouvoirs et des responsabilités réels, ce qui d'ailleurs rendrait le système moins vulnérable.

Représentant de *la bourgeoisie libérale et moderniste*, Raymond Aron prévoit justement la création de corps intermédiaires dans tous les domaines pour empêcher la détérioration progressive des rapports entre dirigeants et exécutants. Mais comme il n'a pas tellement confiance en ses compatriotes, il se contente de combattre les excès qui lui semblent les plus dangereux pour l'équilibre du pays, et principalement les excès de la gauche.

D'autres professeurs libéraux ont regretté de voir un tel mouvement bafouer tout ce qui leur paraissait respectable dans la tradition universitaire. Les meilleurs représentants de cette tendance, parce qu'ils réfléchissent à partir d'expériences

vécues, sont JACQUES PERRET : *Inquiète Sorbonne* (Hachette, 1968) et JACQUELINE DE ROMILLY : *Nous autres professeurs* (Paris, 1969).

RECUEILS DE DOCUMENTS :

C'est la revue *Partisans* n° 42, mai-juin 1968 (Maspero), qui nous fournit la meilleure chronologie des événements. Cette chronologie recouvre la période du vendredi 3 mai au mercredi 13 juin, les auteurs ayant choisi de ne pas reconstituer celle de l'escalade nanterroise.

L'équipe de rédaction, en rapports avec le Mouvement du 22 Mars, a participé aux événements. La présentation s'en ressent, bien entendu, surtout dans les articles du numéro qui traitent des faits nouveaux surgis au cours du mouvement et mal connus en dehors des intéressés : Le Mouvement du 22 Mars, les comités d'action lycéens (CAL), les comités d'action et les comités de liaison étudiants-ouvriers-paysans (CLEOP). L'explication de ces phénomènes est admirable par sa concision et sa brièveté, mais son parti pris gauchiste la rend sujette à caution.

La chronologie au jour le jour se compose d'un bref récit des principaux épisodes, suivi d'extraits de textes de tous bords. Le choix me semble justifié par la volonté de présenter aux lecteurs certaines déclarations qui ont joué un rôle dans l'enchaînement des faits et dont plusieurs révèlent les préoccupations des multiples commissions de travail qui se sont constituées à la faveur du mouvement, dans le but de repenser les structures de l'université et de la société.

Pour celui qui veut se faire une idée du mouvement de Mai proprement dit, c.-à-d. de la révolte étudiante et du mouvement gréviste, sans demander à être renseigné sur la crise politique, ce numéro de revue est à recommander.

Déjà à propos de sa bibliographie, j'ai mentionné le monumental *Journal de la commune étudiante* d'ALAIN SCHNAPP et PIERRE VIDAL-NAQUET. Mais l'ouvrage proprement dit appelle un commentaire. Il s'agit d'un recueil de textes et de documents couvrant la période de novembre 1967 à juin 1968, précédé d'une réflexion sur la révolte étudiante comme phénomène international et sur les particularités du mouvement de Mai.

Les auteurs sont historiens et ont tous deux participé au mouvement, par conséquent ils ne prétendent pas le juger de l'extérieur. Leur but déclaré est de faire parler les étudiants, dont ils ont classé et reproduit les textes soit dans l'ordre chronologique, soit selon leur appartenance politique, soit en fonction de thèmes tels que par exemple : formes et moyens d'action, le mouvement étudiant dans la grève, les mots, les mythes et les thèmes.

La quantité de sources citées est si grande que le lecteur en garde une image très nuancée. En revanche, l'immensité de la tâche a contraint les auteurs à se limiter au mouvement étudiant. Comme l'indique le titre, il y est fait allusion à la Commune de 1871, car dans les deux cas on a fait des expériences de démocratie directe dans un périmètre limité sous la menace des forces répressives de l'État.

Les documents provenant des groupuscules et des mouvements divers sont particulièrement bien choisis, parce qu'ils révèlent les différences d'optique qui souvent se cachent derrière le langage révolutionnaire commun et les slogans à la mode.

Par ailleurs, beaucoup de textes nous révèlent l'état d'esprit des masses étudiantes, leur indignation devant l'incurie universitaire, la répression policière, et leur souci d'une révolution des mentalités et des structures.

C'est un livre indispensable pour celui qui veut connaître à fond le mouvement étudiant de mai 68, d'autant plus que les jugements de valeur des auteurs sont toujours émis à partir des documents qu'ils nous proposent.

D'autres ouvrages valables ont paru. Leur seul but a été de mettre à la disposition du public un choix de textes nés de l'immense effort collectif des comités de base, des CA, des CAL, des CLEOP, des commissions (p. ex. de médecine sociale, de pédagogie révolutionnaire, de méthodologie en pharmacie, en psychologie, en anglais etc.), sans oublier les travaux des assemblées générales, expression-clé de la contestation et de l'utopisme du mouvement étudiant.

Il est symptomatique que ces recueils de textes soient des ouvrages collectifs, fidèles à l'esprit de Mai:

Quelle université? Quelle société? Textes réunis par le centre de regroupement des informations universitaires (Seuil, 1968). Encore plus axé sur la base que ne l'est le livre de Schnapp et Vidal-Naquet, cet ouvrage traduit la volonté d'assumer leurs responsabilités sociales chez un grand nombre de contestataires, ci-devant marginaux. On y trouve entre autres des analyses fort intéressantes du rôle de l'artiste dans la société marchande et du rôle de l'Université dans le processus de production, tout ceci formant une mise à jour de la pensée socialiste.

La Sorbonne par elle-même, mai-juin 68, documents rassemblés et présentés par MICHELLE PERROT, MADELEINE REBÉRIOUX, JEAN MAITRON. Mouvement social n° 64, juillet-septembre 1968 (Editions ouvrières).

Comme l'indique le titre, ce recueil s'est limité encore plus que le précédent dans le choix de son thème. Il reproduit un nombre impressionnant de documents qui ont été rédigés à la seule Sorbonne depuis le début des événements jusqu'à la réoccupation des bâtiments par la police, le 16 juin. On y trouve les prises de position et les appels successifs des organisations politiques étudiantes, les mots d'ordre de l'UNEF, les rapports de réunions dans les assemblées générales, les comptes-rendus des travaux de commissions, etc.

Quoique la rédaction se soit encore limitée à certaines disciplines : philosophie, sociologie, psychologie, histoire et géographie, et que par conséquent on puisse discuter de la représentativité du choix, les textes reproduits témoignent de tant de tendances différentes, que cela rachète largement les limites mentionnées.

En ce qui concerne la qualité de la documentation, le recueil couvre tous les thèmes les plus importants de la contestation et de la réflexion étudiantes.

L'insurrection étudiante, 2-13 mai 1968. Ensemble critique et documentaire établi par MARC KRAVETZ, RAYMOND BELLOUR et ANNETTE KARSENTY (Cours Nouveau, 10/18, 1968).

En général, ce livre consacre à chaque journée un chapitre, comprenant un récit des événements, les commentaires de presse les plus importants (éditoriaux et articles de synthèse) et les réactions des organisations enseignantes et étudiantes, des milieux gouvernementaux, des syndicats, des partis politiques, des parlementaires et des organisations et personnalités diverses.

L'introduction est remarquablement équilibrée dans son interprétation du mouvement : A l'encontre de ce qui est le cas pour beaucoup de contestataires,

les rédacteurs de ce volume reconnaissent l'importance du rôle du PC et de la CGT, même pour l'insurrection étudiante. Celle-ci n'aurait jamais connu de transformation qualitative, ni révélé aux travailleurs la possibilité objective de créer une situation révolutionnaire par la grève généralisée et par l'occupation des usines, si le PC et la CGT n'avaient pas livré d'obscurs combats et fait de patients travaux pendant de longues années, et si le mouvement ouvrier français n'avait pas atteint, à travers ces luttes et ces travaux, un niveau aussi élevé de conscience politique.

Ceci n'empêche pas la rédaction de s'élever contre la dénonciation par le PC des « fauteurs de désordre », car « Le rôle d'un Parti Communiste n'est pas de défendre l'ordre. Il n'y a pas deux ordres dans la société capitaliste bourgeoise ; il n'y en a qu'un, et c'est l'ordre capitaliste bourgeois ».

Marc Kravetz et ses collaborateurs pensent que l'insurrection étudiante a servi de détonateur pour le mouvement social, et que la bêtise de la répression policière a donné le choc nécessaire à la masse étudiante pour qu'en se révoltant, elle découvre sa situation révoltante et qu'elle se mette à parler, ce que l'action d'aucun groupuscule n'aurait pu faire.

Le choix des documents est également bien équilibré, puisque les textes reproduits couvrent toute la gamme politique.

OUVRAGES SOCIOLOGIQUES :

Dans le numéro de *Communications* déjà cité, se trouve une série d'études sociologiques d'une grande qualité sur le phénomène qui nous occupe.

EDGAR MORIN médite sur la fonction des sociologues en mai 68 en partant de l'hypothèse que toute connaissance sociologique était, comme toute information, un quantum d'action au service de l'un ou (et) de l'autre camp. C'est là précisément ce qui engage le sociologue à pratiquer l'autocritique en permanence, en contrebalançant son allergie et son enthousiasme par le doute méthodique.

MICHEL CROZIER chevauche son dada en critiquant le système bureaucratique à la française, qui par son caractère totalement intégré aurait forcément appelé une contestation totale. Mais à son avis, celle-ci et l'exagération qu'elle se trouve conduite à adopter paralysent d'une certaine façon le mouvement et le rendent prisonnier du système dont il devient la caricature inversée.

Voilà pourquoi la crise n'est qu'une rupture temporaire de l'ordre bureaucratique, qui resurgit en un nouvel ordre qui n'est qu'une transposition de l'ancien à un niveau d'adaptation plus adéquat aux demandes de l'environnement.

Michel Crozier s'interroge sur les chances que possède le mouvement de Mai pour apporter une restructuration plus ouverte vers le monde rationnel, selon des modèles anglo-saxons. En bon Français cartésien et inconséquent à la fois, il laisse la responsabilité de la réponse aux élites dirigeantes françaises.

NOËLLE BISSERET présente une étude bien documentée sur le rôle qu'a joué l'inégalité de l'accès à l'enseignement pour la contestation étudiante.

Dans une certaine mesure, elle réfute la thèse de BOURDIEU et PASSERON, présentée dans *Les Héritiers* (Minuit, 1964), et qui avait eu beaucoup d'écho

parmi les masses étudiantes. Tandis que Bourdieu et Passeron supposaient que les étudiants de classes populaires sont plutôt éliminés aux examens à cause de l'infériorité de leur héritage culturel, Noëlle Bisseter démontre que c'est l'infériorité des conditions économiques qui explique les échecs.

De même, à niveau de formation équivalent, l'inégalité des femmes dans la compétition universitaire fonctionne dans le sens du maintien de la hiérarchie économique entre les sexes.

L'auteur s'interroge longuement sur la représentation que se font les femmes et les étudiants d'origine populaire des mécanismes d'élimination, pour savoir dans quelle mesure mai 68 a contribué à une prise de conscience des rapports entre le système scolaire et le système économique.

Le numéro de la revue en question comporte en outre des études sémiologiques et linguistiques de la prise de parole fort intéressantes, mais qui se trouvent en dehors du domaine que je me suis proposé d'aborder.

L'étude sociologique la plus significative est sûrement celle d'ALAIN TOURAINE : *Le mouvement de mai ou le communisme utopique* (Seuil, 1968). Professeur à Nanterre, sommité académique et agent de la préparation du mouvement avec ses cours de sociologie d'action, Alain Touraine était bien placé pour analyser certaines tendances que d'autres avaient de la peine à démêler.

Ce sont les contradictions spécifiques de la société française qui ont engendré un phénomène aussi contradictoire que le mouvement de mai. Le fait que l'État français est à la fois très puissant et extrêmement vulnérable, ce qui se traduit par la rigidité et le désordre dans l'université, par l'existence simultanée de l'industrie de papa et des grandes compagnies technologiquement avancées, ce fait a donc appelé un courant où se mêlaient ceux qui se révoltaient parce qu'on leur refusait de s'intégrer, avec ceux qui se révoltaient contre l'intégration sociale, la manipulation culturelle et la répression politique.

Alain Touraine distingue, au sein du mouvement, trois types de préoccupations et d'hommes. D'un côté ceux qui s'attachent à l'éclatement des conflits sociaux et politiques et qui considèrent les problèmes universitaires comme secondaires. D'un autre côté ceux qui s'affirment contre la société en se révoltant pour réformer l'université, combattre la censure gouvernementale à la télévision ou s'opposer à l'action traditionnelle des syndicats. Enfin, entre les deux, les utopistes, dont le thème central est l'autogestion.

Ce sont ceux-ci qui ont le mieux défini les objectifs du mouvement, mais qui ont échoué, parce qu'ils combattaient un pouvoir qui n'en était pas encore un, qui était seulement en voie de développement, le pouvoir technocratique, dont Alain Touraine analyse méticuleusement le caractère.

Comme les partisans de l'autogestion se sont définis en fonction de leur ennemi, le pouvoir technocratique, à un moment où la France plonge toujours dans le capitalisme traditionnel de profit, ils ont anticipé sur un avenir certain, tout en condamnant leur action immédiate à l'utopie.

Si on tient à juger le mouvement de Mai sur ses effets modernisateurs, l'auteur pense qu'il faut le condamner pour avoir déchaîné de trop grands moyens tout en obtenant des résultats trop limités.

En revanche, il estime que le mouvement du 22 mars a réussi dans l'immédiat, car en critiquant et en combattant il a uni l'opposition politique et la révolte culturelle dans un même mouvement social sans précédent.

Selon Alain Touraine, le mouvement de Mai ne constitue pas les derniers sursauts d'une vieille société qui craint la modernisation ; il est au contraire l'avant-coureur d'un nouveau type de conflit social dans les pays technologiquement avancés.

Tandis que l'ouvrage d'Alain Touraine pèse par son sérieux scientifique, la littérature sociologique s'est trouvée enrichie, avant même la fin des événements, par quatre brillants essais, réunis sous le titre de *Mai 1968 : la Brèche* (Fayard). Deux d'entre eux sont d'EDGAR MORIN, et les deux autres sont de CLAUDE LEFORT et de J.-M. COUDRAY.

C'est dans un de ces essais qu'Edgar Morin a forgé la formule de la *Commune étudiante*, qui en répercutant la révolte aux quatre coins de la société, a pré-figuré le rôle capital que l'Université va jouer dans la société. Le rôle historique de la Commune étudiante ne serait ni de déclencher la révolution ouvrière, ni de proposer des réformes constructives à l'Université, mais de vivre une expérience utopique.

Claude Lefort, ancien éditorialiste de la revue *Socialisme ou Barbarie*, met l'accent sur le fait qu'en avril la France ne connut pas de crise économique ou politique, ce qui ne l'a pas empêchée d'être mise sens dessus dessous par une révolte étudiante.

En un instant, l'action directe des enrégés a fait s'effriter le consensus dans un secteur de la société. Les agitateurs ont miné l'adhésion inconsciente de la masse étudiante et enseignante à ce qui faisait la réalité de leur vie quotidienne.

Immédiatement, les ouvriers ont découvert que la prétendue nécessité de la soumission est fondée sur un rapport de force et que ce rapport peut être renversé. Il est vrai que la grève généralisée et l'occupation des usines n'ont pas bouleversé la structure de la société, mais la transgression des lois a déchiré le mythe de la rationalité du système actuel et de la légitimité des hommes au pouvoir.

Claude Lefort pense que l'exemple du bouleversement des rapports sociaux dans l'Université n'a pu provoquer une réaction en chaîne que parce que l'Université est le lieu privilégié de la production et de la reproduction des structures mentales. Ce fait l'incite à se demander si ce ne sont pas les catégories les plus directement touchées par le progrès technique qui sont susceptibles de jouer un rôle politique, et non plus la classe ouvrière traditionnelle.

Pour J.-M. Coudray le conflit central de la révolution anticipée de mai, c'est celui qui a éclaté entre les bureaucrates qui cherchent à transformer les hommes en choses, et les hommes qui refusent de se laisser faire et agissent, parce qu'ils se sont rendu compte que tout peut être récupéré sauf une chose : leur propre activité autonome et permanente.

Il met en évidence pourquoi c'est la jeunesse en général et les étudiants en particulier qui sont devenus un pôle social révolutionnaire : Ils incarnent à l'extrême la condition générale de l'individu moderne, étant tous réduits à l'état

d'irresponsabilité et de disponibilité. Cet état, transitoire pour les individus, est un état permanent pour la société, où la jeunesse comprend désormais environ un tiers de la population.

Les lignes de clivage passent toujours entre ceux qui acceptent le système et ceux qui le refusent, mais ces derniers ne sont plus les mêmes. De par sa place dans le processus de la production (du savoir), la jeunesse (étudiante) a remplacé le prolétariat comme catégorie révolutionnaire.

Comme l'indique le titre commun des quatre essais, les auteurs pensent que le sens profond du mouvement de mai est d'avoir fait une brèche au meilleur des mondes bureaucratiques possibles, par laquelle la vérité jusqu'alors bien refoulée s'est révélée à tous ceux qui avant Mai avaient été les victimes de l'idéologie dominante.

OUVRAGES HISTORIQUES :

Parmi les essais qui ont été rédigés dans le feu des événements se trouve celui d'EPISTÉMON : *Ces idées qui ont ébranlé la France* (Fayard, 1968).

Cet essai, plutôt d'ordre historique qu'autre chose, se donne pour but de rendre compte d'un certain nombre d'idées qui ont contribué à créer le climat de fermentation à la faculté de Nanterre en particulier, dans l'Université française en général.

L'auteur pense que ce sont les nouvelles méthodes de la psychologie sociale clinique qui ont mis en branle les masses étudiantes, insatisfaites d'être tenues à l'écart des responsabilités, et indignées de la profonde inadaptation des structures scolaires et universitaires à la réalité vivante du pays.

D'autre part, la sociologie d'action, inspirée de la lutte révolutionnaire des guérillas du Tiers Monde, aurait appris aux étudiants les plus révolutionnaires que pour miner la société établie il fallait amorcer une réaction en chaîne subversive en substituant à un élément de la structure autoritaire et hiérarchique un chaînon autogéré qui par sa seule existence mette en cause le système établi.

Epistémon distingue entre une psychologie sociale « démocratique » et une sociologie d'action « sauvage », celle-ci se fiant à la spontanéité des masses, ouvrant la voie à la terreur des minorités agissantes et risquant l'acquis par le refus de la consolidation du changement, celle-là assurant la coopération de tous les concernés par des discussions non-directives, mais réglées par des animateurs qui veillent à ce que le changement voulu par les coopérants se fasse et à ce qu'il soit institutionnalisé.

Ensuite, l'auteur rend hommage à SARTRE, qui déjà dans « *La critique de la raison dialectique* » de 1960 aurait présagé l'explosion libertaire de mai 68, en décrivant l'état pratico-inerte de la collectivité, où l'homme vit solitaire dans la foule anonyme, mais dont il peut sortir en créant avec ses semblables des groupes en fusion à partir de leur volonté commune d'action.

Ce livre, dilettante mais sympathique par son ouverture, s'attache grosso modo à démontrer que c'est la conscience historique qui s'est révoltée contre une certaine forme de structuralisme vulgarisé qui ne fait que rendre compte d'un état des choses sans en saisir la dynamique. Selon Epistémon, ce serait l'école

phénoménologique de Nanterre qui a éveillé la conscience historique des étudiants.

L'événement a d'emblée suscité une série de récits journalistiques assez mal documentés et souvent si superficiels qu'ils déforment les faits de façon inadmissible.

Ce n'est qu'avec le récit d'ADRIEN DANSETTE : *Mai 1968* (Plon, 1971) que nous disposons d'une étude historique valable de l'ensemble des événements. C'est même un tour de force qu'il a accompli en réunissant et présentant un si grand nombre de faits couvrant la crise universitaire, le conflit social et la crise politique, sans que la netteté du récit en souffre.

L'érudition et l'honnêteté scientifique d'Adrien Dansette concourent à rendre ce volume indispensable à celui qui veut savoir ce qui c'est passé, tandis que le bilan que dresse l'auteur du phénomène de mai n'a rien d'original. Il se borne à des lieux communs sur le gauchisme et à des considérations de bon sens teinté de catholicisme progressiste sur la surabondance de sève de la jeunesse qui se trouve en crise parce qu'il lui manque une raison de vivre.

A l'appui de son récit, Adrien Dansette cite un grand nombre de documents bien choisis.

Ce que M. Dansette n'a pas su nous donner dans le cadre de son tableau de la crise de Mai, mais qui nous manque pour que nous ne soyons pas obligés de nous arrêter à la surface des choses, le jeune chercheur RICHARD GOMBIN nous l'offre avec *Les origines du gauchisme* (Seuil, 1971).

Par gauchisme Richard Gombin désigne « la fraction du mouvement révolutionnaire qui offre, ou veut offrir, une alternative radicale au marxisme-léninisme en tant que théorie du mouvement ouvrier et de son évolution. » Au lieu de se voir comme l'idéologie qui prévoit et oriente la pratique, le gauchisme cherche à exprimer la pratique de la contestation telle qu'elle existe, en lui donnant une certaine cohérence théorique.

Les gauchistes discernent dans la pratique révolutionnaire contemporaine la tendance à l'autonomie des luttes, ce qui les incite, malgré leur grande diversité, à s'accorder sur le principe d'autonomie, excluant par conséquent tous les schémas autoritaires, centralisateurs, planificateurs et idéologiques.

Partant, ce qui importe aux gauchistes, c'est la forme concrète que prend le mouvement réel. Si celui-ci confirme le concept qu'en a formulé la pensée gauchiste, il s'ensuit qu'il s'agit d'une véritable théorie révolutionnaire, tandis que si, au contraire, il l'infirmé, le concept se révèle une forme de la fausse conscience.

La théorie gauchiste est donc l'expression du mode nouveau des conflits sociaux, qui se distingue de l'ancien par la concomitance d'un certain nombre de phénomènes, tels que la grève sauvage, décidée par l'ensemble des travailleurs pour une période illimitée, avec occupation des locaux ; des revendications non catégorielles qui visent l'amélioration de la qualité des conditions aussi bien que la hausse des salaires ; la décision en assemblée générale de toutes les questions relatives à la grève ; et enfin le fait que ce genre de grève a lieu dans des entreprises de grande dimension, caractérisées par un pourcentage élevé de travailleurs jeunes, et dans lesquelles la CFDT est majoritaire par rapport à la CGT. Tous

phénomènes qui témoignent d'une grande spontanéité et d'un recul du rôle du syndicalisme organisé.

Richard Gombin démêle les éléments qui sont à l'origine de l'épanouissement du gauchisme actuel, en faisant d'abord la critique de la bureaucratie soviétique, formulée dès les années 1920 par Trotsky, élaborée ensuite par Bruno Rizzi, mais répandue en France bien tard, d'abord timidement par *Les Temps Modernes*, puis avec énergie par *Socialisme ou Barbarie*. Cette revue, qui paraît entre 1949 et 1965, parvient à travers de multiples analyses, notamment avec P. CHAULIEU et CLAUDE LEFORT, à la conclusion que le phénomène bureaucratique distingue la dernière phase du développement du capitalisme, et qu'il a sa racine dans la concentration totale du pouvoir économique et politique entre les mains du parti, qui forme une véritable nouvelle classe dominante.

L'adhésion des gauchistes à cette analyse explique leur hostilité simultanée au système capitaliste occidental et à celui de l'URSS, représenté en Occident par les appareils des PC et des syndicats.

La seconde donnée de l'évolution du gauchisme c'est la révision philosophique du marxisme, exposée par la revue *Arguments*, fondée en 1957, mais qui ne fait que reprendre la pensée révisionniste des années vingt et trente en Europe centrale.

Les Français découvrent, au moment de la déstalinisation, la critique de Lukacs et Korsch de la conception matérialiste des marxistes contemporains qui séparent la matière de l'esprit et font de l'un un simple reflet de l'autre. Au contraire, les deux révisionnistes mettent l'accent sur la conscience qu'a le prolétariat des contradictions entre forces de production et rapports de production, ce qui les amènent à considérer l'aliénation, qui s'impose directement à la conscience des travailleurs, comme le facteur décisif dans les changements sociaux.

Le gauchisme puise dans la pensée révisionniste pour mettre en cause le marxisme-léninisme qui monopolise l'initiative révolutionnaire au profit du parti et au détriment du prolétariat.

Pour opérer sa mise à jour de la théorie révolutionnaire, le gauchisme s'alimente aussi du courant de la critique de la vie quotidienne, représentée d'une part par Henri Lefebvre, d'autre part par le situationnisme. Celui-ci s'exprime notamment dans la revue *Internationale situationniste*, de 1957 à 1967, et dans les œuvres de GUY DEBORD : *La société du spectacle* (Buchet-Chastel, 1967) et de RAOUL VANEIGEM : *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* (Gallimard, 1967).

A l'encontre du marxisme, qui ne voit l'aliénation que dans le travail, le situationnisme estime que la vie quotidienne tout entière est envahie par les valeurs marchandes, ce qui entraîne l'aliénation des rapports humains dans la consommation et dans les loisirs. Le vécu est substitué par ce que les situationnistes appellent le spectacle.

Par conséquent, l'aliénation généralisée efface la distinction traditionnelle entre classes exploitantes et classes exploitées, pour prolétarianiser à peu près tout le monde, ce qui appelle une contestation totale du capitalisme moderne.

Le situationnisme, héritier à la fois du surréalisme et du millénarisme, s'est rendu célèbre en 1966 lors du scandale de Strasbourg, épisode qui a inauguré la

contestation étudiante en France, surtout par la publication d'un tract intitulé *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier* (AFGES, 1966).

Finalement, le gauchisme a tiré une partie importante de sa théorie du conseilisme, puisé dans les œuvres de Rosa Luxemburg et d'Anton Pannekoek, mis à jour par la revue *Noir et Rouge*, parue à partir de 1956, pour laquelle le clivage ne passe pas entre marxisme et anarchisme mais entre une conception bureaucratique et une conception libertaire du socialisme.

L'équipe de la revue s'est beaucoup inspirée des expériences modernes des conseils ouvriers lors des révoltes de Pologne et de Hongrie en 1956, et il est significatif que l'homme qui a le mieux joint la pratique à la théorie conseiliste en 1968, Daniel Cohn-Bendit, a été membre du groupe *Noir et Rouge*.

Il me semble que pour comprendre ce qu'il y a eu de fondamentalement nouveau dans le mouvement de Mai, l'ouvrage de Richard Gombin est celui qui répond le mieux à nos besoins. Tandis que la majorité des livres sur Mai reste assez superficielle, un certain nombre d'ouvrages nous offrent des interprétations du phénomène en soi avec des aperçus sur l'évolution des années 1960, mais seules *Les origines du gauchisme* situent le mouvement de Mai dans une perspective historique globale.

Jules Lund
COPENHAGUE

BIBLIOGRAPHIE :

- ARON, RAYMOND : *La révolution introuvable* (Fayard 1968).
 BARJONET, ANDRÉ : *La révolution trahie de 1968* (John Didier, 1968).
 BÉNÉTON, PHILIPPE et TOUCHARD, JEAN : « Les interprétations de la crise de mai », in *Revue française de science politique*, juin 1970.
 BEN SAÏD, DANIEL et WEBER, HENRI : *Mai 1968, une répétition générale* (Maspero 1968).
 BIRKHOLM, KLAUS : « Revolution og kontrarevolution i Frankrig », maj-juni 1968, in *Kurasje*, 2-3, 1970.
 BOURDIEU, PIERRE et PASSERON, J.-C. : *Les héritiers* (Ed. Minuit, 1964 et 1966).
 CLAVEL, MAURICE : article dans *Combat*, le 28 mai 1968.
 CLUB JEAN MOULIN : *Que faire de la révolution de mai ?* (Seuil, 1968).
 COHN-BENDIT, DANIEL : *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme* (Seuil 1968).
Communications, no 12, 1968, articles d'EDGAR MORIN, de MICHEL CROZIER et de NOËLLE BISSERET, avec une bibliographie de la littérature sur mai 68.
 DANSSETTE, ADRIEN : *Mai 1968* (Plon, 1971).
 DEBORD, GUY : *La société du spectacle* (Buchet-Chastel, 1967).
 DOMENACH, J.-M. : « Les retombées », article dans *Le Monde*, le 20 décembre 1968.
 DUPRAT, FRANÇOIS : *Les journées de mai 68, les dessous d'une révolution*. Introduction et post-face de Maurice Bardèche (Nouvelles éditions latines, 1968).
 EPISTÉMON : *Ces idées qui ont ébranlé la France* (Fayard, 1968).

- GARAUDY, ROGER : *Toute la vérité. Mai 1968. Février 1970* (Ed. Grasset, 1970).
- GLUCKSMANN, ANDRÉ : *Stratégie et révolution en France 1968* (Ed. Christian Bourgeois, 1968).
- GOMBIN, RICHARD : *Les origines du gauchisme* (Seuil, 1971).
- GORZ, ANDRÉ : *Réforme et révolution* (Seuil, 1969).
- L'Insurrection étudiante, 2-13 mai 1968*. Ensemble critique et documentaire établi par MARC KRAVETZ, RAYMOND BELLOUR et ANNETTE KARSENTY (Union générale d'éditions, 10/18, 1968.)
- KRIEGEL, ANNIE : *Les communistes français* (Seuil, 1968).
- LEFEBVRE, HENRI : *L'Irruption de Nanterre au sommet* (Anthropos, Paris, 1968).
- LEFEBVRE, HENRI : *La Proclamation de la Commune* (Gallimard, 1965).
- MAGRI, LUCIO : *Considerazioni sui fatti di maggio* (De Donato, Bari, 1968).
- MALLET, SERGE : *La nouvelle classe ouvrière* (Seuil, 4^e édition, 1969).
- MALRAUX, ANDRÉ : article dans *Le Monde*, le 15 avril 1969.
- MARITAIN, JACQUES : *Pour une philosophie de l'éducation* (Fayard, 1969).
- MARTINET, GILLES : *La conquête des pouvoirs* (Seuil, 1968).
- MENDÈS-FRANCE, PIERRE : *Pour préparer l'avenir. Propositions pour une action* (Denoël, 1968).
- MENDÈS-FRANCE, PIERRE : *La république moderne* (Gallimard, 1962).
- MORIN, EDGAR, LEFORT, CLAUDE, COUDRAY, J.-M. : *Mai 1968 : la Brèche, premières réflexions sur les événements* (Fayard, 1968).
- Partisans*, n° 42, oct.-nov. 1968.
- PERRET, JACQUES : *Inquiète Sorbonne* (Hachette, 1968).
- PHILIP, ANDRÉ : *Mai 68 et la foi démocratique* (Ed. Aubier, 1968).
- Quelle université ? Quelle société ?* Textes réunis par le centre de regroupement des informations universitaires (Seuil, 1968).
- ROMILLY, JACQUELINE DE : *Nous autres professeurs* (Paris, 1969).
- ROUGIER, FRANÇOISE : *Répertoire de numéros spéciaux de périodiques consacrés aux événements de mai 1968* (Inédit mais accessible à la Bibliothèque Nationale).
- SCHNAPP, ALAIN et VIDAL-NAQUET, PIERRE : *Journal de la commune étudiante* (Seuil, 1969). L'ouvrage comporte une importante bibliographie.
- SERVAN-SCHREIBER, JEAN-JACQUES : *Le réveil de la France, mai-juin 1968* (Denoël, 1968).
- La Sorbonne par elle-même, mai-juin 1968*. Documents rassemblés et présentés par PERROT, MICHELLE et JEAN-CLAUDE, REBÉRIOUX, MADELEINE et MAITRON, JEAN. *Mouvement social* no 64, juillet-septembre 1968 (Éditions ouvrières).
- STÉPHANE, ANDRÉ : *L'Univers contestataire* (Payot, 1969).
- TOURAINÉ, ALAIN : *Le mouvement de mai ou le communisme utopique* (Seuil, 1968).
- L'UNEF, section de Strasbourg : *De la misère en milieu étudiant considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier* (AFGES 1966).
- VANEIGEM, RAOUL : *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* (Gallimard, 1967).
- WALDECK-ROCHET : « Les événements de mai-juin 1968, leurs enseignements » (N° spécial du *Bulletin de l'Élu Communiste*, n° 30).